

Barthélémy COURMONT [Dir.]
Washington et les États voyous, Une Stratégie plurielle ?

Fruit de la collaboration de chercheurs français, relevant pour la plupart de l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), et canadiens, travaillant quasiment tous dans le cadre de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'université du Québec, voici un ouvrage qui mérite une lecture attentive. Le sujet de cette réflexion plurielle, et cependant convergente dans ses conclusions, est au coeur de la politique extérieure des États-Unis, et donc du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. La structure du livre en révèle l'ambition : « le concept et sa définition » sont cernés dans une première partie, qu'illustrera et que précisera la deuxième — « les États voyous et leur traitement » -, à travers une série d'études de cas (République Populaire Démocratique de Corée ou Corée du nord, Iran, Syrie, Biélorussie). En traitant la grande stratégie et le mode de fonctionnement des équipes dirigeantes américaines, les auteurs sont naturellement conduits à aborder les crises ou tensions internationales qui en découlent, et si les guerres d'Afghanistan et d'Irak ne font pas l'objet de contributions spécifiques, c'est bien évidemment parce qu'elles incarnent l'idéal-type dont diffèrent, à des degrés divers, les cas précités.

On s'en souvient, suite à

l'effondrement du camp du « socialisme réellement existant », au succès de l'« opération Tempête du désert » et à l'éclatement de l'Union soviétique, Bush l'Ancien avait proclamé la naissance d'un « *nouvel ordre mondial* », que l'ingratitude des électeurs américains n'avait cependant pas permis d'explicitier et encore moins d'établir. Pour l'essentiel, le NOM se définissait par l'hégémonie globale et omnidirectionnelle d'une puissance « hors de pair » dont l'exercice pacifierait durablement la planète, avec la participation financière, et militaire en cas de besoin, d'un *posse comitatus* formé par le shérif. Le 42^e président ne fit que prolonger la perspective de son prédécesseur en insistant sur la constitution d'un « monde de marchés ouverts et de sociétés ouvertes », mais cette assurance téléologique se trouva bientôt contredite par une série de difficultés : échec en Somalie, délitement sanglant de la Yougoslavie, crise coréenne de 1993-1994. Aussi est-ce en mars 1994 que, dans un article de la revue « *Foreign Affairs* », le conseiller pour la sécurité nationale Anthony Lake utilisa l'expression de « *Backlash States* », à savoir ces États récalcitrants « qui ne se contentent pas de choisir de rester en dehors de la famille [des nations], mais s'en prennent à ses valeurs élémentaires ». D'autres

expressions furent ensuite utilisées qui, sans être strictement synonymes, tentent toutes de caractériser les États brigands fauteurs de troubles dont parla en son temps Saint-Augustin : États ou régimes « parias », « préoccupants », « faillis », « décomposés », « hors-la-loi », etc.

Une synthèse retenant et croisant cinq critères sera énoncée dans un document de 2002 définissant la stratégie sécuritaire des États-Unis : le mauvais traitement de la population et la corruption des dirigeants, le non-respect du droit international et la violation des traités, la volonté d'acquisition d'armes de destruction massive à des fins de conquête ou de chantage, le soutien au terrorisme, la haine des États-Unis et de ce qu'ils représentent. Un continuum est ainsi établi entre le régime interne et le système d'organisation socio-économique d'un État, sa posture internationale et sa politique de défense, ses relations extérieures et *last but not least* son comportement à l'égard des États-Unis ou, plus exactement, ce que ces derniers estiment être un comportement incorrect à leur égard. Lorsque tous ces critères sont réunis, ou plutôt lorsque Washington affirme qu'ils le sont, les « États voyous » (le qualificatif anglais *rogue* devant plutôt se traduire par « crapule ») méritent d'être inscrits sur « l'axe du mal » : Irak, Iran, Corée du nord. Quand bien même il reste difficile d'établir un lien de causalité entre gouvernance interne, politiques sécuritaires et comportements externes, le régime intérieur sera suffisant pour que l'État soit placé sous

surveillance, puis publiquement condamné et, le jour venu, sanctionné. On parlera alors d'« avant-postes de la tyrannie », parmi lesquels Condoleezza Rice rangeait également le Zimbabwe, la Birmanie ou la Biélorussie, États critiquables à bien des égards mais qui ne menacent aucun de leurs voisins, ne disposent pas d'armes de destruction massive et ne nient pas la suprématie américaine. L'introduction du paramètre terroriste, tel que défini par la Maison-Blanche, étendra le champ des « pays à problèmes », dans la mesure où certains (Philippines, Yémen, Indonésie par exemple) peuvent être les « hôtes involontaires » de djihadistes qui, eux, sont intrinsèquement voyous. Extension supplémentaire, la désorganisation, la faillite et la décomposition d'États ne peuvent qu'offrir des opportunités aux bandits, pirates et autres crapules internationales.

On le constate, les facteurs et les croisements possibles des facteurs sont suffisamment nombreux pour occuper l'*hégémon*, qui y trouve la justification et de son activisme international et du développement de ses instruments de puissance et de son monopole idéologique. Sans imprécation d'aucune sorte, confirmation est apportée par les auteurs à la règle de Robert Litwak, l'un des analystes américains les plus lucides, laquelle s'énonce ainsi : « L'État voyou, c'est celui qui est déclaré comme tel par les États-Unis ». Aussi taira-t-on la corruption des gouvernements de l'Indonésie ou de l'Azerbaïdjan, comme les atteintes aux droits de l'homme dont se rendent coupables bien

des régimes amis du monde arabe. On ne cherchera pas non plus à revenir sur le scandale provoqué par un chercheur français quelque peu maladroit qui, au lendemain du 11 septembre, avait affirmé que l'État voyou par excellence était l'Arabie séoudite. En bref, il s'agit bien là d'un «vocabulaire valise» et les États-Unis disposent du droit régalien de classer les États de la planète selon leurs critères, comme le font, sur un autre registre, les agences de notation américaines pour les risques-pays.

Trois données essentielles se dégagent de l'étude. Premièrement, les *rogue states* ne sont pas autant de taches discontinues sur le planisphère, ils apparaissent dans des espaces considérés comme stratégiques par les États-Unis, leur existence venant en quelque sorte confirmer le caractère stratégique desdits espaces: «nouvelle Europe» chère à Donald Rumsfeld (Biélorussie), anciens (Serbie) et nouveaux Balkans (Syrie, Iran et leurs affidés du Hezbollah ou du Hamas), corne de l'Afrique (la Somalie en tant que «pays décomposé»), charnière de l'Asie méridionale et de l'Asie du sud-est (Birmanie), Asie du nord-est (RPDC). Deuxièmement, un État voyou est appelé à être châtié, mais de façon démonstrative, au sens où, à chaque fois, le châtiment doit apporter la preuve de l'invincibilité absolue des États-Unis. Plus le rapport des forces sera inégal, plus grande sera la probabilité d'une implacable sanction. Sans remonter à ce haut fait militaire que fut la campagne contre la Grenade, les bombardements de

la Serbie, le renversement des talibans et l'invasion de l'Irak ont été autant de confirmations de cette règle. Troisièmement, il existe une remarquable continuité idéologique et stratégique de la part des États-Unis. Si le concept d'«État voyou» ne trouvait guère sa place durant la guerre froide, pour la simple raison qu'il était subsumé par le «péril rouge», les premières opérations furent lancées avant que celle-ci ne prenne fin et sans attendre l'invention du vocable: frappes aériennes sur la Libye pendant l'administration Reagan, «opération Juste cause» lancée le 20 décembre 1990 par Bush l'Ancien contre le Panama de Manuel Noriega. Les administrations Clinton et Bush le Jeune en feront ensuite l'abus que l'on sait.

Trois des contributions de l'ouvrage s'attachent au traitement des «voyous». Plusieurs des cas cités plus haut ont déjà indiqué que l'option militaire a été souvent retenue. Mieux, dès janvier 1993 et sous l'impulsion de Richard Cheney, alors secrétaire à la Défense de Bush l'Ancien, est signé un document consacré à la «*Stratégie de défense régionale*» qui abandonne la politique d'engagement pour recommander le maintien d'un dispositif susceptible de réduire les États (RPDC, Iran, Irak, Cuba) menaçant les intérêts américains dans des espaces régionaux stratégiques. La planification militaire de l'administration Clinton maintiendra ce cap, tout en essayant de percevoir les «dividendes de la paix» par l'accélération de la «révolution dans les affaires militaires». C'est d'ailleurs dans la *Bottom-Up Review* de septembre 2003

que le qualificatif « *voyou* » est utilisé pour la première fois dans un document officiel. Avec le 43^e président on passe à un degré supérieur, celui de la « longue guerre globale contre le terrorisme », du renversement armé de régimes crapuleux et de la construction d'États démocratiques. On ne saurait toutefois oublier les sanctions économiques que les États-Unis pratiquent largement, cherchant même, comme on le sait, à donner à des décisions nationales (embargo de Cuba notamment) la force contraignante du droit international. Enfin, un ennemi, ça se construit, ce qui renvoie au travail idéologique et de diplomatie publique – ce que l'on appelait naguère encore la propagande – auquel des moyens considérables sont consacrés, relayés et amplifiés par la puissance médiatique et le « *soft power* » des États-Unis. Quitte, bien entendu, à pratiquer la désinformation la plus manifeste, mais il y a sans contester aux États-Unis une vision schmittienne de la relation avec l'ennemi extérieur.

Cela apparaît nettement dans les rapports entretenus avec l'Indien, le Mexicain et, plus largement, avec l'Amérique latine, rapports qui ont constitué la matrice de la définition américaine de l'ennemi extérieur. La contribution de Jean-Jacques Kourliandsky est à cet égard éclairante, y compris à propos de l'usage de la guerre contre les narco-trafiquants comme équivalent latino de la guerre contre le terrorisme musulman. Ces pages se retrouvent dans la troisième partie de l'ouvrage, à savoir quatre études placées sous le titre

général « *entre anciens et futurs adversaires* ». De fait, le concept d'« État voyou », les classements qui l'accompagnent et le traitement réservé aux délinquants restent le privilège de l'*hégémon*. Aussi ce « vocable valise » est-il instrumentalisé par les doctrines présidentielles successives et se résume-t-il le plus souvent à l'attitude, réelle ou supposée, de tel ou tel acteur international vis-à-vis de la grande stratégie américaine. Un « paria » peut être réintégré (Libye), un « délinquant » pourra être sauvé (Colombie), un « ancien ami » risque d'être dégradé (les dirigeants érythréens deviennent suspects) et des « faux amis » de se voir ostracisés (France au premier semestre 2003). Il y aussi le cas remarquable du Pakistan qui, à bien des égards (gouvernance, terrorisme, possession d'armes de destruction massive, menaces sur les voisins), pourrait être l'archétype de l'« État voyou » et qui cependant est présenté comme l'un des meilleurs alliés « hors Otan ». Quant à la Chine, elle sort du cadre de l'épuration, même si la question de Taiwan conserve un caractère critique. D'une part, les interactions économiques sont devenues étroites et si, d'autre part, l'ascension pacifique du pays se traduit bien par la quête d'une autonomie croissante, elle ne lance pas un défi idéologique, ne cède pas à la course aux armements et tient le plus grand compte de la prééminence durable de la puissance militaire américaine. Ajoutons que la Chine n'est pas faible, ce qui suffit à ne pas en faire un « voyou ».

Outre les coquilles qui auraient pu être évitées, on regrettera que,

faute de place, certains développements aient été écourtés, que la « guerre financière » n'ait pas été abordée, que la « question coréenne » soit, une fois encore, réduite à celle du nucléaire nord-coréen (Barthélémy Courmont a néanmoins raison de titrer sur la « *rationalité de Pyongyang* ») et que la relation avec la Russie ne soit qu'effleurée, mais la qualité d'un texte ne tient pas au consensus qui pourrait l'entourer ni à son exhaustivité. Le présent ouvrage offre amplement matière à réflexion, il ne cache ni le caractère

unilatéral, ni la démarche dominatrice ni les échecs de la grande stratégie d'élimination des « États voyous ». C'est à rebours, dans le sens du multilatéralisme, du désarmement, de la coopération, de la lutte contre les pauvretés qu'il convient de se diriger, ne serait-ce que pour faire prévaloir les droits de l'homme et du citoyen.

PATRICE JORLAND